



**Décision n°2012-DC-0271 de l'Autorité de sûreté nucléaire du 5 juin 2012
relative à la réception et au traitement des combustibles irradiés
de type « réacteur de tests et de recherche (RTR) »
dans l'installation nucléaire de base n°116, dénommée « usine UP3-A »**

L'Autorité de sûreté nucléaire,

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 592-20 et L. 593-10 ;

Vu le décret du 12 mai 1981 modifié autorisant la Compagnie générale des matières nucléaires à créer, dans son établissement de La Hague, une usine de traitement d'éléments combustibles irradiés provenant des réacteurs nucléaires à eau ordinaire, dénommée UP3-A ;

Vu le décret n°2007-1557 du 2 novembre 2007 modifié relatif aux installations nucléaires de base et au contrôle, en matière de sûreté nucléaire, du transport de substances radioactives, notamment ses articles 18 et 66 ;

Vu les autorisations accordées le 29 mars 2005 et le 8 novembre 2007 par l'Autorité de sûreté nucléaire en réponse aux demandes présentées les 27 mai 2004, 22 décembre 2004, 24 février 2005 et 17 avril 2007 par la Compagnie générale des matières nucléaires et les dossiers joints à ses demandes, et portant sur la réception, l'entreposage et le traitement dans les usines UP2-800 et UP3-A d'éléments combustibles de type RTR dont l'enrichissement initial en ^{235}U est inférieur ou égal à 93,5% et d'éléments combustibles en provenance du réacteur d'enseignement ULYSSE ;

Vu la déclaration faite à l'Autorité de sûreté nucléaire le 20 juillet 2011 par AREVA NC et les dossiers joints à sa déclaration ;

Vu la décision n°2012-DC-0257 de l'Autorité de sûreté nucléaire du 12 janvier 2012 portant délégation de pouvoirs au Président pour prendre certaines décisions ;

Vu la décision CODEP-CLG-2012-002154 du président de l'Autorité de sûreté nucléaire du 12 janvier 2012 portant délégation de signature aux agents ;

Vu les observations d'AREVA NC en date du 14 mai 2012,

Décide :

Article 1^{er}

Les combustibles irradiés de réacteurs de tests et de recherche (RTR) reçus et traités dans l'installation nucléaire de base n°116, dénommée UP3-A, doivent être des combustibles de types « aluminures » ayant une teneur moyenne en uranium (en isotope 235) avant irradiation inférieure ou égale à 93,5% en masse et un taux de combustion inférieur ou égal à 700 000 MWj/tU, en provenance du réacteur à haut flux BR2 de MOL, du réacteur à haut flux de l'IN2P3, des réacteurs SILOE, ULYSSE, ORPHEE et SCARABEE du CEA, des réacteurs HIFAR et MOATA de l'ANSTO et des réacteurs CELESTIN de Marcoule.

Ces combustibles ne peuvent être reçus dans l'usine UP3-A que s'ils ont été entreposés au préalable dans l'installation nucléaire de base n°117, dénommée « usine UP2-800 ».

Article 2

L'exploitant peut dépasser les taux de combustion définis à l'article 1^{er}, dans la limite de 5 % de ceux-ci, en appliquant la procédure de déclaration à l'ASN prévue par l'article 26 du décret du 2 novembre 2007 susvisé.

Un tel dépassement n'est pas pris en compte pour l'application du dernier alinéa de l'article 7 du décret du 12 mai 1981 susvisé.

Article 3

En application de l'avant dernier alinéa du IV de l'article 18 du décret du 2 novembre 2007 susvisé, le traitement effectif des combustibles définis à l'article 1^{er}, faisant éventuellement l'objet du dépassement défini à l'article 2, est soumis à l'accord préalable de l'Autorité de sûreté nucléaire, dans les conditions fixées par le 2^o) du b) de l'article 2 de la décision n° 2012-DC-0257 du 12 janvier 2012 susvisée et de la décision CODEP-CLG-2012-002154 du 12 janvier 2012 susvisée.

Cet accord sera délivré au plus tôt six mois avant la date prévue pour le traitement des combustibles concernés.

Article 4

La décision n°2007-DC-0069 de l'Autorité de sûreté nucléaire du 6 novembre 2007 relative à la réception et au traitement, dans l'usine UP3-A, des assemblages combustibles provenant du réacteur d'enseignement ULYSSE est abrogée.

Les dispositions de l'arrêté du 29 mars 2005 autorisant la Compagnie générale des matières nucléaires de La Hague à recevoir et à traiter, dans l'usine UP3-A, des combustibles pour réacteurs de tests et de recherche ne sont plus applicables à compter de la publication de la présente décision.

Article 5

Le directeur général de l'Autorité de sûreté nucléaire est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'exploitant et publiée au Bulletin Officiel de l'Autorité de sûreté nucléaire.

Fait à Paris, le 5 juin 2012.

Le collège de l'Autorité de sûreté nucléaire*,

Signé par :

Marie-Pierre COMETS

Michel BOURGUIGNON

Jean-Jacques DUMONT

Philippe JAMET

* Commissaires présents en séance